

ENJEUX - ÉNERGIE

Solutions, innovations, transformations

Vol. 2, N° 17 - 27 août 2003

Publication du **Centre Hélios** - Une expertise en énergie au service de l'avenir

> Efficacité énergétique

États-Unis : les régies exigeront plus

L'Assemblée du *National Association of Regulatory Utility Commissioners* (NARUC), association états-unienne des régies de l'énergie des États, vient d'adopter une résolution pour une révision à la hausse des programmes d'efficacité énergétique imposés à leurs distributeurs d'électricité et de gaz naturel.

Le NARUC répond ainsi à un appel récent du Département fédéral de l'énergie (DOE) suggérant « la révision du niveau d'appui et de l'ampleur des incitatifs pour les programmes des distributeurs de gaz naturel et d'électricité visant la promotion et la mise en œuvre agressive de mesures de conservation, d'efficacité énergétique, d'étanchéisation et de gestion de la demande, autant dans le marché du gaz que de l'électricité ».

La recommandation du DOE entre dans la campagne *Smart Energy*, lancée par le Secrétaire d'État Spencer Abraham en juillet (voir vol. 2, n° 15), incitant la population à utiliser plus rationnellement l'énergie. Cette campagne a été lancée suite au constat que les réserves de gaz naturel anormalement basses, jumelées à une demande croissante et une production d'électricité de plus en plus axée sur ce combustible, pourraient faire grimper les prix de l'électricité et du gaz dans un avenir rapproché. Qui plus est, la campagne *Smart Energy* et la résolution du NARUC pourront aussi permettre d'éviter d'autres pannes majeures d'électricité comme celle que l'est de l'Amérique du Nord a connu à la mi-août.

> Pour en savoir plus

<http://www.naruc.org/Resolutions/2003/summer/ere/responses.shtml> - [communiqué]

> Renseignements généraux sur l'efficacité énergétique

<http://www.aee.gouv.qc.ca> - [commanditaire]

> Énergies vertes

L'Allemagne toujours chef de file

L'Allemagne occupe aujourd'hui une place de choix dans le monde de l'énergie alternative. En effet, le pays, qui en 1990 n'avait virtuellement aucune industrie d'énergie renouvelable, génère maintenant 4,5 % de son électricité grâce à l'énergie éolienne et est en bonne voie d'atteindre les objectifs gouvernementaux de 25 % d'énergie verte d'ici 2025.

L'Allemagne, qui ne possède qu'une fraction des ressources éolienne et solaire des É-U, a actuellement une capacité éolienne trois fois plus importante que ces derniers et est également l'un des leaders mondiaux dans le domaine de l'énergie solaire.

Cette réussite est due à une combinaison de politiques ambitieuses et consistantes à long

L'augmentation des investissements a permis de grandes améliorations de la technologie et a produit des économies d'échelle entraînant une baisse drastique des coûts

terme, dont la mise en place a été poussée par la prise de conscience croissante du public envers les changements climatiques et les risques associés au nucléaire ainsi que par la nécessité de diminuer la dépendance au pétrole. Ces politiques portent essentiellement sur la diminution des barrières et sur la création de marchés garantis de l'énergie renouvelable. La plus significative d'entre elles est la loi de 1991 sur l'accès au réseau de transport d'électricité. Selon cette loi, les producteurs d'énergie renouvelable sont payés au-dessus du prix du marché pour toute l'énergie qu'ils fournissent au système. Le surcoût est partagé entre tous les consommateurs.

L'augmentation des investissements a

(suite en page 2)

Sommaire cliquable

États-Unis : les régies exigeront plus	1
L'Allemagne toujours chef de file	1
FOCUS > Black-out : place à l'efficacité énergétique et aux énergies décentralisées	2
L'EPA contraint à améliorer la visibilité en Californie	3
Un corridor Windsor-Montréal à l'hydrogène ?	3
Nouveaux développements pour les piles à combustible chez Ballard et Boeing	4
Plan stratégique états-unien : produire plus	4
Deux villes nord-américaines choisissent le biodiesel	5
La Nouvelle-Zélande lance un appel d'offres	5
Réductions de GES chez deux multinationales	6

HELIOS Nouvelles du Centre

Le Centre Hélios aidera à la mise en place du RPS de New York

Le Centre Hélios a été mandaté par la *Energy Foundation* pour aider à la conception de l'obligation échangeable d'énergie verte (*Renewables Portfolio Standard*) présentement en préparation dans l'État de New York.

Philip Raphals, directeur adjoint et cofondateur du Centre, travaillera de concert avec le directeur du *Low Impact Hydropower Institute* aux États-Unis, afin de développer une série de critères objectifs pouvant déterminer quels projets hydroélectriques seraient éligibles au RPS.



« Une expertise en énergie au service de l'avenir »

Le bulletin **Enjeux-ÉNERGIE** est publié par le Centre Hélios, une société indépendante de recherches et d'expertise-conseil en énergie.

Les travaux du Centre sont axés sur l'analyse et la conception de stratégies, de politiques, d'approches réglementaires et de mesures économiques favorisant le développement durable et équilibré du secteur énergétique.

Les clients du Centre incluent les gouvernements, les organismes d'intérêt public et les producteurs et distributeurs d'énergie, parmi d'autres. Le Centre Hélios est un organisme à statut charitable reconnu par Revenu Canada et Revenu Québec. Tout don versé au Centre est déductible pour fins d'impôts.



- Parution toutes les deux semaines -

Rédacteur en chef : Patrick HENN
Textes rédigés pour ce No par : Patrick HENN,
Vanessa NORMAND, Valérie CEYLON
et François BOULANGER

Conseils et révision : Philippe DUNSKY
Production, soutien à la rédaction : Sophie GEFFROY

ADRESSE

326, boul. Saint-Joseph Est, bureau 100 (7)
Montréal (Québec) Canada H2T 1J2
Tél. : (514) 849-7900 / Téléc : 849-6357
sec@centrehelios.org
www.centrehelios.org

ABONNEMENTS

L'abonnement à la version électronique du bulletin est gratuit. Visitez www.centrehelios.org et cliquer sur « Inscription ».

Toute bibliothèque ou organisme intéressé à obtenir une version papier peut contacter Patrick Henn au (514) 849-1460.

Nous vous encourageons à nous faire parvenir tout commentaire ou suggestion.



Ce projet a été rendu possible grâce à une contribution du Fonds d'action québécois pour le développement durable et son partenaire financier le gouvernement du Québec.

FONDS D'ACTION QUÉBÉCOIS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



© 2003 CENTRE HÉLIOS INC.

Tous droits réservés.

Citations en mentionnant la source.

ISSN 1703-1451

Le Centre Hélios fait tous les efforts pour assurer l'exactitude de l'information publiée dans ce bulletin. Toutefois, il ne peut être tenu responsable des erreurs ou omissions involontaires. Les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles du Centre.

Black-out nord-américain : place à l'efficacité énergétique et aux énergies décentralisées

Le 14 août dernier vers 16 heures, quelque 50 millions de Nord-Américains ont été plongés dans le noir d'une des plus importantes pannes d'électricité de cette partie du continent. Pour plusieurs, la prévention de telles coupures passe par l'efficacité énergétique et les énergies décentralisées.

La méga-panne a suscité de nombreux commentaires des acteurs en énergie du continent. Alors que la désuétude du réseau a été très vite pointée du doigt, plusieurs considèrent aussi que la demande élevée, jumelée à la centralisation des réseaux, ont contribué à l'« effet domino » qui a permis à la panne de se propager en cascades dans plusieurs États des É-U et en Ontario, au Canada. Place donc, à l'efficacité énergétique et aux énergies décentralisées.

D'une part l'efficacité énergétique et la conservation d'énergie contribuent à alléger la charge d'un réseau électrique, lui évitant de devoir compenser lorsqu'une ou plusieurs de ses centrales tombent en panne. C'est pourquoi la compagnie *FirstEnergy*, propriétaire des lignes de transport de l'Ohio, l'épicentre de la panne, a demandé à ses clients de « faire tous les efforts possibles pour réduire leur consommation d'énergie ». De son côté le *Appliance Standards Awareness Project* (ASAP) a réitéré l'importance de mettre en vigueur les trois normes d'efficacité (pour climatiseurs commerciaux, fournaises résidentielles et transformateurs de distribution), promises par l'Administration

Bush, qui devraient à elles seules réduire la demande de pointe de plus de 25 000 MW, soit l'équivalent de la puissance cumulée de 83 centrales thermiques de taille moyenne (environ 300 MW).

D'autre part, les systèmes d'énergie décentralisée peuvent également réduire le risque de pannes aussi étendues. Selon le *Ontario Clean Air Alliance*, la déréglementation du marché de l'énergie en Ontario devrait encourager l'installation de petites centrales qui se situent à proximité de leur clientèle. Un système ainsi conçu – plus décentralisé et ayant recours à un plus grand nombre d'unités de production – peut plus facilement se remettre d'une panne du réseau. De plus, les énergies décentralisées proviennent souvent de sources « vertes », telles l'éolien, le solaire et la micro-hydraulique.

Enfin, dans la foulée de cet événement majeur les représentants de 26 municipalités canadiennes, participant à une mission de la Fédération canadienne des municipalités aux Pays-Bas la semaine dernière, ont annoncé qu'ils « examineront des choix pratiques pour investir dans des systèmes d'énergie distribuée qui peuvent rendre les collectivités plus résistantes et autonomes en matière d'énergie ». Les stratégies nécessaires pour avoir accès à des ressources d'énergie de remplacement écologiques seront également évaluées.

26 municipalités canadiennes examineront des choix pratiques pour investir dans des systèmes d'énergie distribuée et écologique

> Pour en savoir plus
<http://www.cleanair.web.net/media/aug1803.html#gm> - [article]
<http://www.standardsasap.org> - [site]
<http://kn.fcm.ca/> - [communiqué]

(suite de la page 1)

également permis de grandes améliorations de la technologie et a produit des économies d'échelle entraînant une baisse drastique des coûts. Entre 1990 et 2000, le coût moyen de construction des turbines éoliennes a chuté de 43 % et entre 1992 et 2001, la capacité de production solaire a expérimenté un taux de croissance annuel moyen de 49 %.

tenant 8 % de l'électricité du pays et l'Allemagne possède quasiment 40 % de la puissance éolienne mondiale, démontrant ainsi qu'il est possible que l'énergie verte réponde aux besoins des sociétés industrialisées et que la transition vers un futur où l'énergie serait plus durable peut survenir rapidement avec une bonne volonté politique et des politiques adaptées.

Les énergies renouvelables génèrent main-

> Pour en savoir plus
<http://www.berkeleydaily.org/text/article.cfm?issue=08-19-03&storyID=17203> - [article]

> *Qualité de l'air*

L'EPA contraint à améliorer la visibilité en Californie

En vertu d'une entente conclue entre les parties la semaine dernière, l'Agence de protection de l'environnement des É-U (EPA) devra réglementer les émissions de polluants afin d'améliorer la visibilité dans les parcs nationaux et autres espaces naturels en Californie.

Selon le Service national des parcs, les oxydes d'azote et de soufre et les particules sont à l'origine du « brouillard » qui réduit la visibilité dans bon nombre de parcs et autres aires naturelles. Leurs études ont démontré que la pollution de l'air réduit le « degré de visibilité » – soit la distance à laquelle un individu peut voir pendant la journée – de plus de 50 % dans l'ouest du pays, et de 80 % dans la partie est.

Environmental Defence, l'ONG environnementale états-unienne qui a intenté la poursuite, se réjouit de cette décision qui fait le « dé-

gel » d'une des clauses de la Loi sur l'air pur (*Clean Air Act*) de 1977. En effet, le Clean Air Act stipule depuis plus de 25 ans que l'EPA a la responsabilité de réglementer l'émission de pollution réduisant la visibilité dans les parcs et les aires naturelles, ce qui inclut l'établissement de normes pour les grandes industries. Malgré cela, l'Agence, devant l'opposition des grands émetteurs, n'a jamais adopté de normes à cet effet. Mais tout ceci devrait changer suite à cette entente qui oblige l'EPA à adopter des normes d'émissions pour les grands émetteurs industriels et ce, d'ici avril 2005. Cependant, l'entente doit être adoptée par une cour fédérale.

Les industries les plus frappées par ces normes seront les centrales de production thermique d'électricité au charbon ainsi que les cimenteries et autres secteurs manufacturiers à fortes émissions de particules et d'oxydes de soufre et d'azote.

> Pour en savoir plus

<http://www.earthjustice.org/news/display.html?ID=664> - [communiqué]

> *Hydrogène*

Un corridor Windsor-Montréal à l'hydrogène ?

Suite à l'annonce du « budget Kyoto » par le gouvernement fédéral, incluant une allocation de 130M \$ pour la recherche et la mise en œuvre de projets pilotes liés à l'hydrogène (voir vol. 1, n° 16), Piles à combustibles Canada, l'association représentant l'industrie de l'hydrogène, a lancé l'idée d'un corridor Windsor-Montréal à l'hydrogène.

Il est bien connu que le développement de cette technologie se heurte au manque de postes de ravitaillement. Mais sur cette succession d'autoroutes longue de 900 kilomètres, bus, camions et autres véhicules à hydrogène trouveraient les infrastructures nécessaires au ravitaillement de leurs piles à combustible.

Le couloir Windsor-Montréal a l'intérêt d'offrir de tels postes sur un axe autoroutier majeur et qui est au cœur des centres ontariens actifs dans le domaine de l'utilisation de l'hydrogène comme combustible alternatif. Ce projet en est encore au stade de la conception, mais les bases de sa réalisation pourraient être annoncées d'ici un an.

Le projet Windsor-Montréal apparaît

quelque temps après l'annonce d'un projet semblable sur la côte ouest du pays. En effet, en Colombie-Britannique le Conseil national de recherche du Canada, en collaboration avec une entreprise productrice de méthanol, travaille sur un projet d'autoroute à l'hydrogène qui s'étirerait de la frontière des É-U jusqu'à Whistler (au nord de Vancouver). Le projet proposé s'élève à 23M \$ et devrait être achevé avant les Jeux Olympiques d'hiver de 2010. Baptisé « *Hydrogen Highway* », il a inspiré son surnom au corridor Windsor-Montréal : « *Hydrogen Highway 2* ».

Sur cette succession d'autoroutes, bus, camions et véhicules à hydrogène trouveraient les infrastructures nécessaires au ravitaillement de leurs piles à combustible

Du côté des É-U, la Californie travaille aussi à un projet de corridor à l'hydrogène, le long de la route 66 entre Los Angeles et Denver, avec des postes de ravitaillement tous les 160 kilomètres.

Dans le futur, l'idée ultime serait de relier ces différents corridors et autoroutes afin de développer la « masse critique » nécessaire à la généralisation de cette technologie prometteuse, mais à l'heure actuelle encore coûteuse.

> Pour en savoir plus

<http://www.fuelcellscanada.ca/Industry%20news/Corridor.htm> - [article]

- L'EPA devra améliorer la visibilité -
[Voir ci-contre]

Réduction de la visibilité par la pollution aux É-U :

80 % Côte est

50 % Côte ouest

- Black-out nord-américain -
[Voir page 2]

« Ceci [un système plus décentralisé] réduirait la probabilité de telles pannes d'électricité. Quand vous morcelez le système en plus petits morceaux, il est plus facile d'équilibrer l'offre et la demande au niveau régional. »

- Jan Carr, Consultant chez Barket, Dunn & Rossi

- Énergies vertes en Allemagne -
[Voir page 1]

4,5 % de toute électricité allemande est éolienne

8 % est de sources renouvelables

2/5 de la puissance éolienne mondiale est allemande

- Développements dans l'hydrogène -
[Voir ci-contre]

« Le Nexa RM est parfait pour les entreprises nécessitant un système d'alimentation sans coupure. [...] La fiabilité et la durabilité de notre module énergétique Nexa, ainsi que sa capacité de fonctionnement étendu pendant les longues périodes de coupure et le bénéfice environnemental du zéro émission, fait du Nexa un choix parfait pour les télécommunications, les SASC et autres applications d'urgence. »

- **Dennis Campbell**,
P-d-g de Ballard

> *Hydrogène*

Nouveaux développements dans le domaine des piles à combustible chez Ballard et Boeing

Boeing vient d'annoncer un projet de recherche, en collaboration avec plusieurs partenaires, qui évaluera les applications potentielles des piles à combustibles pour la future production d'avions commerciaux et Ballard vient de lancer un nouveau générateur électrique stationnaire fonctionnant à l'hydrogène.

Le projet de Boeing permettra de développer un avion à moteur électrique fonctionnant avec des piles à combustible. Ces piles, plus propres et moins bruyantes que les turbines à gaz, peuvent générer deux fois plus d'électricité avec la même quantité de carburant. Même si les piles à combustible et les moteurs électriques ne sont pas destinés à prendre la place des moteurs jet, ils pourraient potentiellement remplacer les turbines à gaz des unités électriques auxiliaires qui fournissent l'électricité et l'air des avions. Le travail permettant l'intégration des piles dans le véhicule de démonstration devrait débiter dès la fin de l'été 2003 ce qui permettrait un vol test à la fin de 2004.

leader mondial dans le développement, la construction et la vente de piles à combustibles, vient quant à elle de présenter une nouvelle pile qui pourra fonctionner comme générateur électrique pour les systèmes d'alimentation sans coupures (SASC). Le système à échelle variable selon les besoins pourra être appliqué à des utilisations nécessitant une variété de puissance.

Stuart Energy s'est alimenté à l'hydrogène lors de la méga-panne du 14 août dernier

Enfin, soulignons que lors de la coupure de courant sans précédent qui a privé d'électricité 50 millions de personnes aux É-U et au Canada le 14 août dernier

(voir notre article FOCUS en page 2), l'entreprise de Toronto, *Stuart Energy Systems*, développeur et fournisseur de solutions intégrées à l'hydrogène, a pu fournir de l'énergie propre à ses installations grâce à sa génératrice à hydrogène. La génératrice peut produire et emmagasiner 60 kg d'hydrogène, ce qui est suffisant pour faire fonctionner le système d'urgence de leur édifice de 125 000 pieds carré pendant 15 heures.

La compagnie Ballard, reconnue comme

[http://www.ballard.com/pdfs/16 Nexa RM.pdf](http://www.ballard.com/pdfs/16_Nexa_RM.pdf) - [communiqué]
http://www.stuartenergy.com/news/press_releases/press_aug18.html - [communiqué]
http://www.boeing.com/news/releases/2003/q3/nr_030711p.html - [communiqué]

> Pour en savoir plus

- Deux villes adoptent le biodiesel -
[Voir page 5]

Émissions du biodiesel comparativement au diesel conventionnel...

80 % moins de CO₂

90 % moins de SO₂

> *Politiques et plans*

Plan stratégique états-unien : produire plus

Le Département de l'Énergie états-unien (DOE) vient d'émettre en avant-projet son Plan stratégique pour les 25 prochaines années. Il comprend une série de mesures visant une production accrue de presque toutes les sources d'énergie, axée sur l'autonomie énergétique.

obligation échangeable d'énergie verte (OÉÉV) nationale et ce, en dépit du projet d'OÉÉV de 10 % contenu dans le projet de loi du Sénat. Rappelons qu'à l'époque où il était Gouverneur du Texas, le Président Bush avait promulgué une telle OÉÉV dans cet État.

Faisant face à un accroissement de la demande énergétique de 32 % d'ici 2020, le DOE a conclu que la solution à long terme à ce défi économique et environnemental est une modification fondamentale du portefeuille de ressources énergétiques. Cependant, l'Administration Bush juge que ce n'est pas le rôle du gouvernement de choisir les sources énergétiques pour le pays. En fait, ce rôle serait d'aider le secteur privé à développer des technologies pour diversifier les sources d'énergie et de laisser le marché décider quelle sera la part attribuée à chaque ressource. L'Administration semble ainsi se positionner contre une éventuelle

Ainsi le secteur du charbon recevra beaucoup d'attention de la part du DOE, qui participe au développement de technologies pour la centrale *FutureGen*, une centrale au charbon sans émission de CO₂. Le DOE est aussi impliqué dans la démonstration d'une centrale de gazéification du charbon à haute efficacité. L'accroissement de l'usage du charbon, dans la poursuite d'une plus grande autonomie énergétique, est clairement identifié dans le Plan. La stratégie du DOE d'augmenter les ressources pétrolières et gazières s'inscrit dans le même objectif. Le développement du nucléaire fait aussi partie du plan stratégique, et cette source est iden-

- Biodiesel en Amérique du nord -
[Voir page 5]

« Le coût additionnel [0,5 ¢ / litre] en vaut la peine puisque nous évitons d'émettre des polluants, du CO₂ et de la fumée noire. »

- **Richard Fix**, gestionnaire à la Société de transport de Springfield

tifiée comme une énergie « propre ». Le DOE s'engage à développer des technologies avancées pour l'énergie nucléaire.

Concernant les énergies renouvelables, le DOE a retenu comme objectif intermédiaire un accroissement de la production de 6,46 quadrillions de BTU en 2000 à 12 quadrillions de BTU d'ici 2025. Malgré ce doublement, ceci ne représente qu'une croissance de la production de moins de 3 % par année, alors que la moyenne mondiale se situe au niveau des 20 %. Le Plan stratégique dans son ensemble réserve une belle part à l'hydrogène comme véhicule énergétique peu importe toutefois la source utilisée pour sa production (charbon, énergies nucléaire et renouvelable). Des items spécifiques rattachés aux piles à combustible et leur utilisation dans les voitures y sont soulignés.

Par ailleurs, le *General Accounting Office* (GAO) du Congrès états-unien – équivalant au Bureau du vérificateur général du Canada – a annoncé hier les résultats d'une enquête sans précédent sur le rôle des entreprises pétrolières dans la rédaction de la politique énergétique de l'Administration Bush, à la base du nouveau plan du DOE. Selon lui, le vice-président Dick Cheney aurait systématiquement bloqué l'accès aux renseignements requis pour établir si la politique était indûment influencée par les lobbyistes des grands producteurs d'énergie, au détriment de voix favorisant davantage la conservation et les énergies nouvelles. La conclusion du GAO, qui n'est pas tendre envers le bureau du vice-président, ranime cette controverse vieille de deux ans et semble déjà placer l'administration Bush sur la défensive et ce, à l'approche d'une année électorale.

> Pour en savoir plus
<http://www.re-focus.net> - [article]
<http://strategicplan.doe.gov/comment.asp> - [communiqué]

> **Biocarburants**

Deux villes nord-américaines choisissent le biodiesel

Le biodiesel a conquis en juillet deux nouvelles villes nord-américaines : Springfield aux États-Unis et Sudbury au Canada.

Le biodiesel est un carburant produit par estérification de graisses animales et d'huiles végétales et qui se mélange à du diesel conventionnel d'origine fossile. Les mélanges les plus communs peuvent contenir jusqu'à 20 % de biodiesel (mélange appelé « B20 »). Carburant provenant de graisses et d'huiles non comestibles souvent vouées aux déchets, le biodiesel émet près de 80 % moins de CO₂ et 90 % moins de dioxyde de soufre.

Ainsi aux É-U, la Société de transport en commun de Springfield dans l'Illinois alimentera 32 de ses bus et 15 de ses minibus au mélange B20 - le reste de sa flotte, soit 18 bus, utilisant déjà un carburant moins polluant que le diesel ou l'essence : le gaz naturel. Les achats de biodiesel par la SMTD monteront à quelque 600 litres par semaine, au prix de près de 22 ¢ le litre, soit seulement 0,5 ¢ de plus par litre que le carburant diesel conventionnel.

Outre l'intérêt écologique de cette mesure, la SMTD a mis l'accent sur ses retombées économiques, en particulier une plus grande

indépendance énergétique pour les États-Unis et un soutien à l'économie agricole de la région. En effet, le biodiesel utilisé sera à base d'huile de soja produit localement. Soulignons que l'Illinois est le premier État des É-U à s'être récemment doté d'une mesure d'encouragement fiscal pour divers carburants renouvelables.

Côté canadien, la ville du Grand Sudbury en Ontario, a lancé un projet-pilote intitulé *BioDiesel Driven*. La ville et ses partenaires privés utiliseront du biodiesel dans certains de leurs parcs automobiles afin de se familiariser et de familiariser le public avec ce carburant. Le mélange B20 servira pendant les mois d'été et du B5 (mélange à 5 % de biodiesel) pendant les mois d'hiver. Il est à noter que Sudbury est le plus septentrional des centres nord-américains à utiliser le biodiesel dans son parc automobile.

À Sudbury, le biodiesel sera fourni par une division de *The Green Incubator*, premier producteur à grande échelle de ce carburant au Canada. Des retombées économiques sont attendues de l'utilisation de cette source d'énergie locale.

> Pour en savoir plus
<http://www200.state.il.us/PressReleases/ShowPressRelease.cfm?SubjectID=14&RecNum=2206> - [communiqué]
http://www.city.greatersudbury.on.ca/English/Services/NewsReleases/newsdetail.cfm?Release_id=754 - [communiqué]

- Appel d'offres en Nouvelle-Zélande -
 [Voir ci-dessous]

« Avec ces crédits de carbone, les soumissionnaires retenus pourront entreprendre des projets qui autrement n'auraient pas été rentables. »

- Bruce McLean, *New Zealand Climate Change Office*

> **Changements climatiques**

La Nouvelle-Zélande lance un appel d'offres

Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a enclenché un processus d'appel d'offres pour favoriser la réalisation de projets de réduction de GES domestiques entre 2008 et 2012, soit la première période d'engagement prévue au protocole de Kyoto.

Les soumissionnaires des projets sélectionnés se verront attribuer des crédits de CO₂ pouvant par la suite être échangés sur les marchés internationaux. Le premier appel d'offres se fera en septembre et octobre 2003, et il est prévu que cela soit un processus annuel. Le gouvernement néo-zélandais a indiqué qu'il attribuera 4 Mt d'équivalent CO₂ en « crédits de carbone certifiés » lors de ce premier appel.

Les projets susceptibles d'être retenus seront associés à l'énergie renouvelable, au captage du méthane des sites d'enfouissement et aux carburants de remplacement.

Le *New Zealand Climate Change Office* souligne que les projets doivent se traduire par une réduction *additionnelle* des GES, et donc ne pas représenter des réductions résultant des activités considérées comme normales de l'entreprise. Les projets éligibles devront offrir des réductions d'au moins 10 000 tonnes de CO₂.

Dans le cas où les crédits disponibles s'avéreraient insuffisants pour réaliser tous les projets éligibles, le ratio de crédits demandés à la réduction de GES servira de critère pour la classification des projets.

> Pour en savoir plus
<http://www.climatechange.govt.nz/sp/projects/default.htm> - [appel d'offres]

- Interface et Ciments Lafarge -
[Voir ci-contre]

« Nous sommes convaincus qu'un groupe industriel multinational ne peut continuer à avoir du succès que s'il opère dans le cadre du développement durable. Cet engagement aidera Lafarge à se préparer à un monde futur de contrainte vis-à-vis du carbone. »

- **Bertrand Collomb**, Président directeur général de Lafarge

Comment avez-vous trouvé ce numéro ?

Envoyez-nous vos commentaires et suggestions à sec@centrehelios.org

Prochaine parution

Mercredi 10 septembre 2003

> *Changements climatiques*

Réductions de GES chez deux multinationales

Deux multinationales ont récemment mis en place des programmes de réduction de leurs émissions de GES. La compagnie Interface d'Atlanta vient en effet d'implanter un programme neutralisant dénommé *Cool Carpet* et les Ciments Lafarge basés en France, collaborent avec *World Wildlife Fund* (WWF) à un partenariat de conservation.

Interface s'est engagée à compenser les émissions de GES provenant de ses produits en investissant dans les projets de réduction de GES tels que l'installation de chaudières à haute efficacité énergétique ou la plantation d'arbres pour absorber le CO₂. La compagnie a réduit son empreinte négative sur l'environnement d'un tiers en améliorant ses systèmes et ses produits grâce à de nouvelles technologies et matériaux. Mais 90 % des GES associés au cycle de vie des produits sont émis après leur fabrication et les technologies qui permettraient de réduire ces émissions n'ont pas encore émergé. C'est donc le but de ce programme que de compenser ces effets négatifs.

C'est dans cette optique que la compagnie a

instauré un partenariat avec l'EPA et la ville de Lagrange qui permet de convertir le méthane produit par le site d'enfouissement local en une source d'énergie verte faisant fonctionner deux brûleurs et une chaudière à l'usine Interface, proche de là. La compagnie estime que ce projet réduira la consommation de gaz naturel de l'usine de 20 %.

Quant au manufacturier de ciment Lafarge, il s'est engagé à réduire ses émissions de CO₂ de 20 % par tonne de ciment produit mondialement sur la période 1990-2010. L'engagement a été préparé dans le cadre d'un partenariat de conservation avec WWF qui sera impliqué de près dans l'implantation et le contrôle des réductions de CO₂.

Pour atteindre ses objectifs, la compagnie devrait intensifier une série d'actions débutées depuis plus d'une décennie. Les principales voix que Lafarge empruntera sont l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'utilisation de carburants issus de déchets, ainsi que l'augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables dans ses centres d'opérations.

> **Pour en savoir plus**
http://www.greenbiz.com/news/news_third.cfm?NewsID=25462 - [article]
<http://www.panda.org/downloads/europe/finallafargecasestudy.pdf> - [étude de cas]

Commanditaires

> **Message**
Agence de l'efficacité énergétique

L'Agence de l'efficacité énergétique du Québec est heureuse de s'associer au bulletin Enjeux-ÉNERGIE. Il s'agit là d'une occasion de partager avec vous les plus récents développements en matière d'efficacité énergétique. J'espère que vous y trouverez des idées et des réponses qui sauront vous satisfaire.

Bonne lecture

Réjean Carrier
Directeur général de l'Agence de l'efficacité énergétique

Note

La production et la diffusion de ce bulletin a été rendue possible dans un premier temps grâce à une subvention du Fonds d'action québécois pour le développement durable dont le partenaire financier est le gouvernement du Québec.

Pour assurer la pérennité du bulletin, le Centre est présentement à la recherche de commanditaires privés et publics. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les prix et la visibilité offerte, contactez-nous à sec@centrehelios.org.

Le Centre Hélios remercie chaleureusement son premier commanditaire :

